

AFP

Plus de deux millions de Syriens ont fui le régime de Bachar El Assad.



TÉMOIGNAGE

SYRIENS, RÉFUGIÉS DE GUERRE

Les Syriens qui ont fui leur pays à cause du conflit civil sont de plus en plus nombreux à rejoindre le Maroc, notamment la ville de Tanger. Alors qu'ils n'ont toujours pas obtenu le statut de réfugiés, ils sont contraints de vivre dans l'irrégularité et la précarité.

A l'entrée de la ville de Tanger, le joli minaret de la mosquée des Syriens se détache dans le ciel gris d'automne. Inspirée des constructions religieuses orientales, l'édifice porte aussi ce nom car il a été érigé au cœur d'un quartier résidentiel très cossu et bien gardé, dont la plupart des habitants sont d'origine syrienne. Mais, depuis plusieurs semaines, d'autres Syriens ont investi les lieux. Ce sont des réfugiés qui ont fui leur pays détruit par la guerre. Autour de la mosquée, que ce soit le

vendeur de thé, les gardiens de villas ou les vieilles dames venues faire la prière, tout le monde les a aperçus demander la charité. Une mendicante, qui connaît bien leurs habitudes, déclare qu'ils se rendent à la mosquée lors des prières ou lorsque le soleil se couche. "Il y a des hommes mais surtout des femmes et des enfants. Souvent ils s'installent sur les escaliers et en appellent à la solidarité des musulmans", décrit-elle. Pourtant, ce dimanche, pas un seul Syrien à l'horizon, si ce n'est le docteur Wahiss, gestionnaire de la mosquée et médecin gé-

néraliste. Il est installé au Maroc depuis plusieurs décennies. "Les réfugiés sont venus nous demander de l'aide. Je leur ai donné rendez-vous il y a quelques jours pour les aider à régler leur situation, une consultation pour certains, une piste de job pour d'autres, mais ils ne sont jamais venus. Au fond, je crois qu'ils veulent surtout de l'argent. Peut-être aurez-vous plus de chance à la mosquée Drissia", suggère-t-il. C'est là qu'un chauffeur de taxi intervient : "J'emmène régulièrement des Syriens ici pour faire la manche. La plupart d'entre eux habitent du côté

de la corniche, dans un complexe qui s'appelle Le Printemps. Venez, je vous emmène".

"J'ai dû tuer des hommes"

Sur la corniche, les badauds se promènent en famille ou entre amis. Les vagues de l'océan s'écrasent sur la plage et le vent souffle dans les palmiers. Entre un café et un snack, se trouve le fameux complexe Le Printemps, un gigantesque immeuble un peu délabré, qui abrite des bureaux et des logements pour touristes. La haute saison étant quasiment terminée, les vacanciers ont laissé place aux



Des réfugiés se reposent sous la tente de l'hôpital marocain, dans le camp Zaatari, près de la frontière entre la Jordanie et la Syrie.

AFP

réfugiés. A l'entrée, un jeune homme brun et baraqué regarde défiler les passants. "Vous cherchez des réfugiés syriens ? J'en suis un", lance-t-il avec un petit sourire.

Attablé à une terrasse de mahlaba, Adham nous raconte son histoire. Originaire de Homs, il a décidé de fuir la Syrie avec sa femme et sa fille lorsque son magasin de vêtements a été détruit par un bombardement. Après avoir économisé 200 000 dirhams, sa famille et lui ont rejoint le Liban avant de prendre un avion pour l'Algérie, un pays qui ne demande pas de visa aux ressortissants syriens. "Les Algériens sont assez accueillants mais la vie était très dure. A Alger, on nous demandait l'équivalent de 2000 dirhams pour passer une nuit dans un appartement", raconte Adham. Il y a trois mois, sa famille et lui ont marché jusqu'à la frontière nord-est entre l'Algérie et le Maroc. "Les douaniers algériens ont vu qu'on avait des passeports syriens alors ils nous ont laissé passer et nous nous sommes retrouvés à Oujda de manière clandestine". Quelques jours plus tard, Adham a rejoint Tanger, une ville où "l'on peut avoir un bon niveau de vie", selon lui. Depuis, il loge dans un appartement au sein du complexe du Printemps et vit en demandant l'aumône. "Ici, le loyer nous coûte 250 dirhams

ANCIEN SOLDAT DE L'ARMÉE SYRIENNE LIBRE, ADHAM DEMANDE L'AUMÔNE POUR PAYER SON LOYER

par jour, mais il y a aussi des mosquées qui nous aident à payer notre logement". Il y a peu de temps, Adham a entendu aux informations que le gouvernement marocain allait régulariser la situation des réfugiés et de certains migrants irréguliers : "J'espère qu'ils vont vraiment le faire, mais moi je n'ai jamais déclaré ma présence à une quelconque autorité".

Les seuls souvenirs qui lui restent de son ancienne vie sont des photos enregistrées dans son téléphone portable et des cicatrices sur le corps. "Avant, j'aimais Bachar El Assad, mais quand la révolution a commencé j'ai compris qu'il n'était qu'un tyran, alors j'ai rejoint l'Armée syrienne libre. Au début du conflit, les soldats de Bachar m'ont capturé et torturé pendant un mois. Ils m'arrachaient un à un les poils de la barbe à la pince à épiler et les ongles aussi". Le reste, il ne préfère pas en parler mais il accepte de montrer des photos de lui qu'il fait défiler sur son téléphone. Sur l'une d'entre elles, il porte un uniforme, un fusil et une barbe bien fournie.

Sur une autre, il pose avec des camarades soldats et des armes d'assaut. "J'ai dû tuer des hommes, mais je l'ai fait au nom de la justice. C'était ça ou ils rentraient dans nos maisons pour violer nos mères, nos sœurs et nos femmes", affirme Adham qui poursuit : "Aujourd'hui, même l'Armée libre a changé, je ne sais plus qui est qui ni qui se bat contre qui". Une situation chaotique qui résonne dans la tête d'Adham comme le signe de l'apocalypse. Il est persuadé que la guerre n'aura jamais de fin.

Fuir ou devenir militaire

Plus tard, une connaissance d'Adham rejoint la tablée. C'est Amine, un Syrien d'une vingtaine d'années qui a quitté son pays il y a un an, avec son grand-frère. Lui a grandi à Damas, plus précisément à Jobar, un quartier devenu anti-Assad lorsque le conflit a débuté. Un jour, ses parents ont reçu une lettre du gouvernement qui leur annonçait que leurs deux fils étaient désormais des militaires dans l'obligation de défendre leur patrie. "Ma mère nous a suppliés de fuir, elle a vendu ses bijoux et on a pu s'acheter des billets pour l'Algérie. Si l'on n'accepte pas de servir le pays, les soldats viennent nous chercher de force ou nous tuer", raconte Amine. Mais, d'après lui, sa confession religieuse aurait suffi à le faire as-

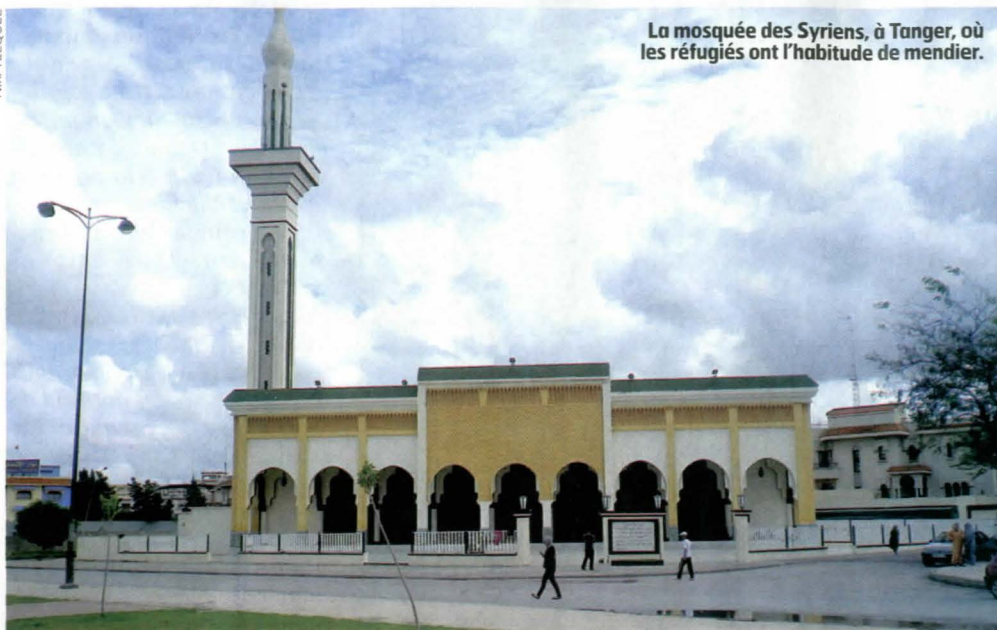
sassiner. Sur sa carte d'identité, il nous indique deux minuscules traits tracés en bas du document, "cela signifie que je suis sunnite, un facteur de risque. Quand il y a seulement un trait, cela veut dire qu'on est alaouite".

Tout comme Adham, Amine et son frère sont passés par Alger mais n'ont pas apprécié : "Le gouvernement soutient le régime syrien et il n'y a aucune possibilité d'avenir pour nous. Là-bas, les Syriens dorment dehors et ne trouvent aucun travail. En plus, nous avons le droit de rester seulement trois mois sur le sol algérien. Une fois ce délai dépassé, c'est la prison". Ils ont donc décidé de rejoindre le Maroc, comme Adham. "Lorsque nous sommes arrivés, nous avons été à Rabat pour signaler notre présence au ministère des Affaires étrangères, puis aux autorités de Tanger. Ils ont noté notre nom, notre numéro de téléphone et notre adresse, puis on nous a dit qu'il fallait attendre", explique Amine. Depuis, il retourne régulièrement à la préfecture de police tangéroise mais sans succès. Pourtant, lui aussi a entendu dire que le gouvernement allait se charger du dossier. "Il n'y a aucune association pour nous aider. La plupart du temps, les gens me conseillent simplement d'aller à la mosquée des Syriens, tout ça parce qu'il y a des Syriens dans le quartier", témoigne Amine.

Le prix de la liberté

Une situation de clandestinité qui contraint les réfugiés syriens à vivre dans la précarité. Sans statut, sans papiers, il est difficile pour eux de trouver un travail. "Le seul job qu'on me propose c'est serveur dans un café, mais le salaire est de 100 dirhams par jour. Cela ne suffira pas à payer mon loyer et je gagne plus en demandant la charité", lance Adham. Amine, de son côté, cherche du travail sans relâche. Il se lève tous les jours aux aurores pour faire le tour de la ville à la recherche d'un petit boulot. "A chaque fois c'est la même excuse, je ne suis pas en situation régulière, alors

NIKYTELQUEL



La mosquée des Syriens, à Tanger, où les réfugiés ont l'habitude de mendier.

SANS PAPIERS, IL EST IMPOSSIBLE POUR LES RÉFUGIÉS DE SCOLARISER LEURS ENFANTS

les patrons refusent de m'embaucher". Un jour, il a tenté sa chance auprès d'un Marocosyrien, patron d'une entreprise de construction, "il a dit non lui aussi". Son frère, en revanche, a réussi à être engagé dans un café huppé de la corniche. "C'est grâce à lui qu'on survit", admet Amine. Tous les deux partagent une petite chambre située au centre-ville, qui n'a ni salle de bain, ni cuisine. Les trois-quarts du salaire de son frère passent ainsi dans les snacks et le hammam. "Je porte les mêmes vêtements depuis que j'ai quitté mon pays", lâche Amine avec amertume. Un coup dur pour celui qui a fui pour arracher sa liberté.

Si Amine est reconnu comme réfugié et qu'il obtient des papiers, il rêve de partir un jour pour l'Allemagne parce que les Syriens sont "bien traités là-bas", mais s'il devait rester au Maroc ça ne lui poserait pas de problème : "Tanger me rappelle Damas et les Marocains sont hospitaliers". Adham aussi s'imagine

bien poursuivre sa vie ici. Dès qu'il obtiendra le statut de réfugié, il aimerait monter une nouvelle affaire, un magasin de vêtements.

Passer de tout à rien

Retour devant le complexe du Printemps. Cette fois-ci, nous rencontrons Yahya, un quadragénaire qui est parti de Syrie avec sa femme et ses cinq enfants, il y a plusieurs mois. Ils ont suivi le même itinéraire que Adham et Amine. L'homme nous invite à rentrer dans son appartement. L'intérieur est sommaire et contient seulement quelques seddaris, une batterie de cuisine et une télévision. Seul luxe, une

vue imprenable sur la mer et l'Espagne, qui se trouve juste en face. La péninsule ibérique justement, Yahya rêve de la rejoindre. "J'ai vécu et travaillé dix ans en Espagne. Ma femme et mes enfants sont restés en Syrie, je leur envoyais de l'argent tous les mois. J'étais prothésiste dentaire et j'avais ma carte de résident", explique-t-il dans un parfait français. Lorsque le conflit a éclaté, Yahya a formulé une demande de regroupement familial auprès des autorités espagnoles. Celle-ci a été refusée, "sans aucune forme d'explication". Il a donc dû abandonner son travail pour retrouver sa famille en Syrie, puis fuir avec elle.

Yahya a rangé tous ses documents administratifs dans une pochette en plastique. C'est tout ce qu'il lui reste. Il nous montre des photos prises dans un camp de réfugiés au Liban, où il a vécu avec les siens pendant plusieurs mois. "Lorsque nous sommes arrivés au Maroc, nous avons signalé notre présence aux autorités. On nous a dit que nous étions libres de circuler au Maroc, mais nous n'avons jamais obtenu de papiers", affirme-t-il. En attendant, aucun de ses cinq enfants, dont le plus jeune a 6 ans et la plus grande 20 ans, ne sont scolarisés. "Les établissements me demandent des documents impossibles à fournir puisque nous sommes des citoyens irréguliers", se lamente Yahya qui ajoute : "D'après ce que je sais, il y a plus de 300 familles syriennes installées à Tanger. Nous avons tous des adolescents à la maison mais au lieu d'aller au lycée, ils traînent toute la journée".

Les yeux dans le vague, Yahya se souvient de la vie qu'il menait en Europe. Le Maroc, ni sa famille ni lui ne veulent y rester. Chaque jour, ses enfants lui posent des questions sur l'avenir et lui demandent de partir en Espagne. En attendant, le soleil se couche sur la ville du détroit. C'est l'heure pour sa femme et sa fille de s'habiller et de partir faire l'aumône dans une des mosquées de Tanger. ■

NINA KOZLOWSKI

STATUT. Un vide juridique total

En 2012, le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) a estimé le nombre de Syriens au Maroc à 871. Seulement, début 2013, le gouvernement marocain s'est engagé à s'occuper de la situation des ressortissants syriens, "nous avons donc arrêté de comptabiliser les réfugiés", explique Marc Fawe, chargé de communication au HCR. Depuis, le nombre de Syriens s'est multiplié mais aucun d'entre eux n'a encore obtenu le statut de réfugié. Ils

évoluent donc sur le territoire marocain dans un vide juridique total. "Même si cela ne les empêche pas de circuler sans être inquiétés par les autorités", affirme le docteur Wahiss, gestionnaire de la mosquée des Syriens à Tanger. Il y a quelques semaines, le rapport du CNDH, intitulé "Immigration au Maroc : pour une politique migratoire radicalement nouvelle", a fait état de la situation des immigrés syriens et recommandé leur régularisation

immédiate. Si une commission dédiée aux réfugiés et aux demandeurs d'asile a déjà été constituée au gouvernement et que plus de 800 réfugiés ont été auditionnés, ce n'est pas le cas des Syriens installés à Tanger. Enfin, un bureau des réfugiés et des apatrides s'est ouvert à Rabat, la semaine dernière. Son but : s'occuper des réfugiés et des demandeurs d'asile afin de régulariser leur situation. Espérons qu'il fonctionne le plus rapidement possible. ■